

Marché public de conception-réalisation pour la construction d'un  
pôle consultations en solution modulaire clinique animaux de  
compagnie

## **Cahier des clauses administratives particulières – CCAP**

Consultation









MAR-2025-000003

## SOMMAIRE

### Table des matières





1. DÉFINITIONS .....	3
2. OBJET DU MARCHE .....	4
3. DURÉE DU MARCHE .....	5
4. PRIX.....	5
5. GESTION DES PAIEMENTS .....	7
6. REEXAMEN .....	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	11

## ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du marché	Marché public de conception-réalisation pour la construction d'un pôle consultations en solution modulaire clinique animaux de compagnie
	Acheteur	Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse – ENVT
	Type de contrat	Marchés publics de travaux
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	23 Chemin des Capelles – 31076 Toulouse
	Durée	10 Mois
	Pénalités de retard	Art. 8 du présent document
	Nature des prix	Prix global et forfaitaire

## 1. DÉFINITIONS

---

 Contrat	<b>Marché public de conception- réalisation</b> selon l'article L2171-2 du Code de la commande publique. Le marché sera conclu au terme d'une procédure adaptée restreinte avec possibilité de négociation en application des articles R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le marché agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre pour le compte duquel le marché est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le marché est l'opérateur économique qui conclut le marché public avec l'acheteur.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au présent marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

## 2. OBJET DU MARCHÉ

### 2.1 Description des prestations

#### ■ Objet des prestations :

L'objectif de l'opération consiste en la construction et l'installation modulaire « clé en mains », implantée dans le quartier Centre Hospitalo Universitaire Vétérinaire Animaux de Compagnie (CHUVAC). Ce modulaire devra permettre d'accueillir les activités de consultations vétérinaires et sera connecté au bâtiment existant (17).

Il sera réalisé sur la base d'une technologie préfabriquée de manière à limiter les impacts sur le site et rendre cet investissement démontable à l'issue des différentes phases de modernisation du CHUVAC (fin des phases de modernisation estimée à 15 ans).

Le mode de dévolution sera fait sur le principe d'une conception réalisation.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution de marché : 23 Chemin des Capelles – 31076 Toulouse.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Intitulé des pièces administratives et techniques	
AE	Acte d'engagement
CDPGF	Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 à l'AE)
CR – candidature	Cadre de réponse pour la partie candidature.
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
Calendrier	Calendrier définitif de l'opération pour la partie conception réalisation
CCAG-Travaux	Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé
Programme	Programme de l'opération et annexes
-	Questions-réponses éventuelles posées en cours de consultation
-	Offre technique du titulaire
-	Actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

### 2.2 Tranches – prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

- Le marché ne fait pas l'objet d'un découpage en tranche.
- Le marché ne comporte pas de PSE.

### 2.3 Autres intervenants

#### ■ Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la Loi 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le Groupement Concepteur-Réalisateur est réputé en avoir une parfaite connaissance. Il devra faciliter la mission ainsi confiée par le Maître d'ouvrage au Contrôleur Technique.

Le bureau de contrôle technique retenu par le Maître d'Ouvrage ainsi que l'étendue de ses missions seront connus au plus tard au moment de la notification du présent marché.

#### ■ Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la Catégorie II au sens de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

L'intervention du coordonnateur oblige le titulaire :

- ✓ À lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- ✓ À respecter à ses frais les avis et prescriptions qui lui seraient imposées, avec l'accord du Maître d'ouvrage, par le coordonnateur dans le cadre des missions susvisées.

Le coordonnateur retenu par le Maître d'ouvrage sera connu au plus tard au moment de la notification du présent marché.

### 3. DURÉE DU MARCHÉ

---

#### ■ Durée du marché :

Le délai global prévisionnel d'exécution est de **10 mois** à compter de l'OS de démarrage de l'opération de Conception-réalisation.

Le planning détaillé sera fourni par le Groupement sur la base du délai global prévisionnel. Ce planning sera contractuel dès la notification du marché sous de peines de pénalités.

Les délais de validation du maître d'ouvrage sont compris dans le délai global.

Le maître d'ouvrage ou son représentant procèdera à la réception des documents remis par le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant, conformément à l'article 20.2 du CCAG-MOE.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

#### ■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

### 4. PRIX

---

#### ■ Répartition des paiements :

L'acte d'engagement ou ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études et des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à chaque membre du groupement une marge pour risques et bénéfice.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans les pièces contractuelles comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des études et des travaux normalement prévisibles.

Les prix comprennent notamment :

- Les études de conception nécessaires à la réalisation du projet acceptées par le maître d'ouvrage, y compris toutes les reprises d'études nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- Les démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires au projet,

- Les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et leur conformité avec les objectifs fixés dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, compris toutes sujétions, finitions, raccords et nettoyage avant emploi de matériaux et fournitures neufs et de première qualité,
- Les essais, épreuves et toutes opérations de vérification pour la mise en service des installations/équipements techniques,
- Tous les salaires et frais liés à la réalisation parfaite de l'ouvrage,
- Les réparations des dégâts causés aux voies publiques par le titulaire,
- Les études et travaux ou tous types de dépenses liées aux mesures particulières demandées par le bureau de contrôle technique ou concernant la sécurité et la protection de la santé, depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou le cas échéant de garantie de bon fonctionnement ;
- Toutes sujétions et mesures nécessaires liées à des phénomènes naturels, à l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics, à la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, à la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause,
- Les coûts résultant des mesures de protection de l'environnement et plus particulièrement de l'élimination des déchets de chantier,
- Les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par l'entrepreneur, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles

#### ■ TVA :

Les factures sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### ■ Variation des prix :

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_o$  (mois de remise de l'offre finale après négociation).

✓ Pour la partie conception :

$$R(n) = 0,125 + 0,875 \times I(m)/I(o)$$

Dans laquelle :

$I_o$  est l'index Ingénierie du mois  $m_o$  (établissement des prix de la partie conception – remise de l'offre finale).

$I_m$  est l'index Ingénierie pour la conception architecturale et technique, les études d'avant-projet et d'exécution (ING : Missions ingénierie et architecture) du mois  $m$  (*mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage*).

✓ Pour la partie réalisation :

$$R(n) = 0,125 + 0,875 \times I(m)/I(o)$$

Dans laquelle :

$I_o$  est l'index Ingénierie du mois  $m_o$  (établissement des prix travaux - remise de l'offre finale).

$I_m$  est l'index pour le bâtiment **tous corps d'état BT 01** pris au mois d'exécution des travaux.

Pour la mise en œuvre de ces formules, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur. **Il n'est pas prévu de révisions provisoires (dernier indice connu), il ne sera pas procédé à une nouvelle révision sur le premier acompte suivant la parution définitive de l'index correspondant.**

## 5. GESTION DES PAIEMENTS

---

### ■ **Avance :**

Conformément à l'article Article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire du présent marché.

**Cette avance est accordée sur la partie réalisation (travaux).**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué.

Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

**En l'espèce, il est exigé une garantie à première demande en contrepartie du versement de l'avance.**

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (OS 1 de démarrage des prestations).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint d'entreprises, permettant d'identifier la part de de chaque membre, le pouvoir adjudicateur verse la part de l'avance revenant à chacun des membres du groupement.

Dans le cas d'espèce, le mandataire solidaire du groupement conjoint peut constituer la garantie à première demande pour la totalité de l'avance, sinon chaque membre doit fournir une garantie à première demande correspondant à l'avance qui lui est consentie.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant TTC du marché.

### ■ **Règlement des comptes :**

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé et la décomposition par nature de prestations sont donnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

#### ❖ Pour la partie conception :

Les prestations sont réglées de la manière suivante : paiement à 100 % après remise et validation de l'élément de mission par le Maître d'ouvrage.

#### ❖ Pour la partie réalisation « travaux » :

Les acomptes seront établis à partir d'une décomposition du forfait en pourcentage proposée pour chaque nature de prestations par le candidat en fonction de l'avancement dans la réalisation des prestations.

L'ENVT ne règlera que les factures conformes aux prestations objet du présent marché et effectivement commandées qui devront répondre au processus de facturation suivant.

Les factures seront envoyées à l'ENVT via le portail CHORUS PRO ([https:// chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr))

### ■ **Présentation des factures :**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la facture doit être envoyée par voie électronique sur le portail de Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro RCS, de SIRET\* et TVA intracommunautaire ;
- Les dates d'exécution
- La nature de la prestation, le nom du missionné, la date de la mission, quantité et montant hors



taxes des prestations réalisées ;

- Le taux de TVA applicable

La référence suivante est indispensable à ce dépôt de vos facturations dans Chorus :

- ✓ Le numéro SIRET de l'ENVT : 193 101 532 00011

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la facture ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$  Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la facture

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Gestion des avoirs :

Lorsqu'une prestation n'a pas pu être réalisée en totalité, qu'une facturation a eu lieu à tort et qu'elle est rejetée par l'ENVT, un avoir est émis par le titulaire.

Cet avoir doit indiquer le numéro de la facture auquel il se rapporte, le nom du missionné, la date de la mission, la nature de la prestation (ferroviaire, aérien, maritime, locations de véhicule terrestre à moteur, les frais d'agence...) et son montant en euros HT et TTC.

#### ■ Retenue de garantie

Pour la phase réalisation, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur (uniquement sur la partie réalisation – travaux). Cette retenue de garantie de pourra être remplacée par une garantie à première demande.

## 6. REEXAMEN

#### ■ Clause de réexamen et modifications du marché :

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de l'avis du bureau de contrôle devront être adressées au Maître d'Ouvrage.

Ces propositions devront être accompagnées :

- D'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification de l'influence que peut avoir ce choix sur les délais.

Dans un délai de 7 jour ouvré, il sera notifié par ordre de service au titulaire du marché, la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation, sans que pour autant le délai d'exécution puisse être modifié.

Si, à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification, aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée.

#### ■ **Modification résultant d'une demande du Maître d'Ouvrage**

Toute demande de la part du Maître d'Ouvrage visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet d'une transmission au Maître d'Ouvrage revêtus de l'avis du bureau de contrôle technique, fera l'objet d'un ordre de service émanant du Maître d'Ouvrage précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Dans un délai de 7 jour ouvré, à compter de la réception de cet ordre de service, le mandataire du Groupement adressera au maître d'ouvrage une note, précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du Maître d'Ouvrage ou de son représentant pourra être élaborée.

Le Maître d'Ouvrage fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Groupement par ordre de service. Si l'accord en est donné, le mandataire du Groupement fera établir dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- Une notice technique et explicative
- Les plans modificatifs
- Un détail de l'incidence financière sur le coût global de l'opération
- Une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au Maître d'Ouvrage. A compter de cette date de transmission, le Maître d'Ouvrage fera part de sa décision dans un délai de 10 jours ouvrés.

Passé ce délai, la proposition sera considérée comme refusée.

#### ■ **Ordre de service**

Conformément à l'Article 3.8.1 du C.C.A.G travaux, les ordres de service seront préparés par le maître d'ouvrage. Cette clause concerne particulièrement les travaux impliquant des dépenses supplémentaires. Tous travaux exécutés sans ordre de service signé du Maître d'Ouvrage seront considérés comme dus dans le cadre du marché forfaitaire.

#### ■ **Arrêt de la prestation en phase de conception**

Le maître de l'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations de conception, objet du présent marché au terme de chacune des phases techniques de conception des éléments de mission tels que définis à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (CDPGF).

L'arrêt de l'exécution du marché entraîne la résiliation du marché sans indemnités.

#### ■ **Suspension phase travaux**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché, sans limite de durée de suspension à n'importe quel stade d'avancement des travaux.

Le maître d'ouvrage transmettra un courrier de notification au titulaire l'informant de la suspension du marché. Un Ordre de Service de redémarrage des travaux sera ensuite transmis au titulaire.

#### ■ **Prolongation du délai d'exécution**

Le planning détaillé proposé par le groupement, dans le délai global exigé par le maître d'ouvrage, accepté par ce dernier, devient contractuel. A l'initiative du maître d'ouvrage, un ordre de service notifié au titulaire pourra exposer les différents motifs et fixe la durée de la prolongation de l'engagement contractuel. En l'espèce, la pénalité décrite à l'article 8.1 « *pénalité de retard* » de ce même document ne s'applique pas

---

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1 Obligations courantes du titulaire

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de marché avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Déclaration des incidents survenus :**

En cas d'incident ou d'accident rencontré lors de la réalisation des prestations, le titulaire est tenu de suivre la procédure de déclaration suivante :

- Les cas qui doivent être déclarés sont ceux qui menacent la sécurité des personnes, la bonne exécution du marché ou la réalisation des missions de service public de l'acheteur ;
- La déclaration doit décrire les circonstances, l'analyse et les conséquences de l'incident ;
- La déclaration doit être réalisée de manière électronique.

L'acheteur en concertation avec le titulaire donne les suites qui s'imposent afin de remédier aux conséquences ou réduire les causes de ces incidents.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés aux personnes ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés aux personnes ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations de l'accord-cadre. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre.

**Les tâches essentielles imposées par l'acheteur devant être effectuées directement par le titulaire sont les suivantes : L'ensemble des missions de conception du projet.**

## **7.2 Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire ou des sanctions judiciaires.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
<b>Pénalité pour retard</b>	Il sera appliqué une pénalité journalière de 1/3000 du montant total HT du marché, en cas de dépassement du délai d'exécution des études ou des travaux ou d'une tâche du planning d'exécution (y compris repliement des installations de chantier et remise en état), constaté par le maître d'ouvrage.
<b>Non présentation des échantillons, documentations techniques des matériels et documents d'exécution</b>	La non-présentation des documentations techniques des matériels ou des documents d'exécution au cours du déroulement de l'opération par le Maître d'Ouvrage entraîne des pénalités de retard de 200 € HT par jour calendaire de retard et par document ou échantillon.
<b>Absences aux réunions de chantier</b>	Les pénalités seront automatiquement appliquées à l'Entrepreneur qui n'assiste pas, ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs, aux réunions de chantier. Ces pénalités sont fixées à 200 € HT par absence.
<b>Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier, à l'organisation générale et la signalisation du chantier, au nettoyage</b>	Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer au Titulaire une pénalité : 200 € HT par jour calendaire de non-respect.
<b>Non-respect des prescriptions relatives à la gestion des déchets</b>	Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer au Titulaire une pénalité, après mise en demeure du Titulaire, restée sans effet : 200 € HT par jour calendaire de non-respect.

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. En complément, une exonération des pénalités au-delà de ce seuil pourra être envisagée sur décision du pouvoir adjudicateur.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'ouvrage pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE	DUREE
Neige	5 cm	Entre 6 h 00 et 18 h 00
Pluie	15 mm	Entre 6 h 00 et 18 h 00
Vent	80 km/h	Entre 7 h 00 et 18 h 00, pendant 5 heures consécutives
Gel	-8°C	Si à 7 h 00, la température extérieure était de – 8 ° C, elle est encore à 10 h 00 de + 2 °C

Pour l'application des conditions ci-dessus, seules seront prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique la plus proche, constatées par le Maître d'ouvrage.

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés en intérieur ;
- l'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

## 8.2 Autres stipulations

### ■ Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, le Groupement devra, dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le marché passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations ou de non-respect des stipulations du marché par le titulaire, l'acheteur peut résilier aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

<b>Tribunal administratif de Toulouse</b>
---

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

CCAG travaux <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>